

Gouvernement du Québec

## Décret 360-2021, 24 mars 2021

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 11 500 000 \$ au Réseau d'investissement social du Québec, au cours des exercices financiers 2020-2021 et 2021-2022, pour la recapitalisation du Fonds Émergence ainsi que la création du Fonds Transition

ATTENDU QUE le Réseau d'investissement social du Québec est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) qui a pour mission d'offrir du capital de développement aux entreprises d'économie sociale;

ATTENDU QUE le Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025 prévoit une aide financière maximale de 11 500 000 \$ dédiée à appuyer les entreprises d'économie sociale par l'accès au capital et à l'investissement en prévoyant le déploiement d'outils financiers adaptés pour la relance des entreprises d'économie sociale;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, et peut notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6,01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du

gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une subvention d'un montant maximal de 11 500 000 \$ au Réseau d'investissement social du Québec, au cours des exercices financiers 2020-2021 et 2021-2022, soit 3 850 000 \$ au cours de l'exercice financier 2020-2021 et 7 650 000 \$ au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la recapitalisation du Fonds Émergence ainsi que la création du Fonds Transition;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de gestion de cette subvention seront établies dans une convention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Réseau d'investissement social du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation et de la ministre déléguée au Développement économique régional :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 11 500 000 \$ au Réseau d'investissement social du Québec, au cours des exercices financiers 2020-2021 et 2021-2022, soit 3 850 000 \$ au cours de l'exercice financier 2020-2021 et 7 650 000 \$ au cours de l'exercice financier 2021-2022, pour la recapitalisation du Fonds Émergence ainsi que la création du Fonds Transition;

QUE cette subvention soit octroyée selon des conditions et des modalités de gestion qui seront établies dans une convention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Réseau d'investissement social du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

74417